

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 09 JAN. 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

**SOCIETE RIC ENVIRONNEMENT
(SITE BROYEUR)**

Commune de LA CHAPELLE SAINT URSIN

Objet : Installations classées. Dossier de demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » et « broyeur » relatif à l'exploitation d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage et d'actualisation de la situation administrative.

Réfer : votre courriel du 13 décembre 2012

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet du Cher**

Par courriel cité en référence, monsieur le préfet du Cher a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU » et broyeur) présentée par la société RIC ENVIRONNEMENT sise sur la commune de LA CHAPELLE SAINT URSIN, au lieu dit « les Laburets » ainsi que la demande de bénéficier du droit acquis lié à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques du secteur des déchets.

Un plan de localisation du site est joint au présent rapport.

1. Renouvellement d'agrément pour la dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usage

1.1 CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement de VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un

PJ : Projet d'arrêté préfectoral
 Plan de localisation

Copies à : Préfet du Cher – DDCSPP – Service de la protection de l'environnement
 DREAL Centre - SEIR

agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162 ;

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

1.2 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société RIC ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Z.I des Forges – Route de Foëcy 18100 VIERZON, exploite des installations de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage dans son établissement situé au lieu dit « les Laburets », sur la commune de LA CHAPELLE SAINT URSIN.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°2008.1.148 du 27 février 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-DDCSPP-075 du 9 mai 2012, sous les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- 1450 : solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques (emploi ou stockage), la quantité stockée étant supérieure à 1 tonne ;
- 2560 : travail mécanique des métaux, la puissance des machines étant supérieure à 500 kW ;
- 2712 : Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface utilisée étant supérieure à 50 m² ;
- 2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, la quantité stockée étant supérieure ou égale à 1 tonne ;
- 2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.

L'établissement bénéficie de l'agrément préfectoral pour le broyage des véhicules hors d'usage par l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié précité, valable jusqu'au 23 mai 2018. La quantité annuelle de VHU admise pour le broyeur est limitée à 30 000 véhicules, soit 27 000 tonnes.

La société RIC ENVIRONNEMENT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des centres VHU agréés et par des particuliers ou des garages. Les VHU proviennent du département du Cher et des départements limitrophes ainsi que des sites périphériques exploités par la société BARTIN RECYCLING GROUP dont fait partie RIC ENVIRONNEMENT (la liste des sites est précisée dans l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 précité).

Le site stocke, recycle et broie également différents types de déchets à forte proportion de ferrailles type électroménager.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution, le démontage et le broyage des VHU. A ce titre, l'exploitant sollicite le renouvellement de l'agrément « broyeur » et l'agrément « centre VHU ».

La société RIC ENVIRONNEMENT est certifiée depuis le 10 février 2004 selon le référentiel ISO 14001 pour les opérations de collecte et de recyclage des matériaux ferreux et non ferreux.

1.3 INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE RIC ENVIRONNEMENT

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société RIC ENVIRONNEMENT a été déposé en préfecture le 12 décembre 2012.

Le dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

a) Eléments des articles R515-37 et R515-38 du code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R.515-38 du Code de l'Environnement: nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

L'ensemble de ces informations est précisé dans le dossier et dans l'arrêté préfectoral modifié du 27 février 2008 précité. Les VHU proviennent des « centres VHU » agréés, des particuliers et des garages. La quantité annuelle admise maximale est limitée à 4 400 VHU à dépolluer par le centre VHU du site et à 30 000 VHU dépollués à broyer (27 000 t). Les VHU proviennent majoritairement du département du Cher et des départements limitrophes.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter les cahiers des charges "centre VHU" et « broyeur » définis respectivement en annexes I et II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Ces cahiers des charges sont annexés au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et auront valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

c) Conformité de l'installation

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme ECOPASS, accrédité pour la certification selon la norme ISO 14001, suite à une visite en date du 28 septembre 2012. Ce référentiel est nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté notamment le chiffre d'affaire des 3 dernières années.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I et aux 10° et 11° de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012) notamment :

- Démontage des pneumatiques et valorisation en recyclage,
- Démontage des pare-chocs pour recyclage,
- Récupération du verre (pare-brise, etc,...) pour recyclage,
- Tri des matériaux par nature au niveau du broyage pour recyclage.

f) Prescriptions

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose le renouvellement de l'agrément « Broyeur » du pétitionnaire et l'agrément « centre VHU ». Il reprend les cahiers des charges correspondants figurant respectivement aux annexes I et II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui auront donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

2. Demande d'Antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques du secteur des déchets

❖ Rubrique 2712

L'établissement est actuellement sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2712 (surface de stockage de 200 m²).

Le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées crée le régime de l'enregistrement pour certaines rubriques de la nomenclature. Le secteur des déchets est concerné par ces modifications, notamment la rubrique 2712 (Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage). Le tableau suivant résume les modifications pour la rubrique 2712-1

RUBRIQUE	DESIGNATION DES ACTIVITES	REGIME
2712-1a	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage La surface étant supérieure ou égale à 30 000 m ²	A
2712-1b	La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	E

A : autorisation, E : enregistrement

Par courriel du 14 décembre 2012, la société RIC ENVIRONNEMENT a souhaité garder le bénéfice des droits acquis liés à l'antériorité pour cette rubrique. L'établissement est désormais classable sous le régime de l'enregistrement sous la rubrique 2712-1b, mais les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié relatives à la rubrique 2712 lui restent applicables. Elles sont complétées par celles de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 pour les installations existantes.

De ce qui précède, la demande de la société RIC ENVIRONNEMENT de bénéfice de l'antériorité est présentée dans l'année suivant la publication du décret du 26 novembre 2012 précité. En conséquence, le tableau de classement des activités de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement doit être modifié par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Considérant :

- que le dossier de demande de renouvellement d'agrément pour la dépollution, le démontage et le broyage des véhicules hors d'usage contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à respecter les cahiers des charges « centre VHU » et « broyeur » définis respectivement en annexes I et II de cet arrêté ;
- que l'organisme qualifié n'a relevé aucune non-conformité ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément aux cahiers des charges définis dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I et aux 10° et 11° de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de considérer favorablement les demandes d'agrément « centre VHU » et « broyeur » (dépollution, démontage et broyage de véhicules hors d'usage) présentées par la société RIC ENVIRONNEMENT sise à LA CHAPELLE SAINT URSIN en donnant les agréments « broyeur » et « centre VHU » pour une durée de 6 ans, à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe, les cahiers des charges « Centre VHU » et « broyeur », définis respectivement en annexes I et II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Par ailleurs, suite aux modifications de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans le secteur des déchets et suite à la demande du pétitionnaire de bénéficier de l'antériorité, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de lui accorder ce bénéfice et d'acter cette évolution administrative en actualisant le tableau de classement des activités du site.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable aux demandes de l'exploitant en modifiant l'arrêté préfectoral n°2008.1.148 du 27 février 2008 modifié par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Deux projets d'arrêté préfectoraux à cet effet sont joints au présent rapport.

En application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, le présent rapport doit être présenté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour avis.

ECHELLE : 1 / 25000



